

## Les luttes urbaines

*septembre 1997 Querrien, Anne*

---

Aborder les luttes du point de vue de l'observateur rend difficile d'en mettre en lumière la subjectivité et d'en dégager le sens. La mise à distance des choses propre au sociologue réduit les intensités jusqu'à dérouler les événements comme une simple conséquence rationnelle des nouvelles formes de travail, au risque de méconnaître les ruptures individuelles et collectives sans lesquelles aucun mouvement social n'existe. J'ai essayé de me prémunir contre mes travers professionnels par diverses conversations préparatoires. Mais je suis encore loin d'être une philosophe en actes comme Toni Negri à qui cet article est dédié.

L'intérêt croissant pour les luttes urbaines n'est pas lié au fait qu'il y en aurait plus qu'avant. Le squatt est une forme d'intervention déjà éprouvée : après la seconde guerre mondiale des milliers de personnes ont conquis un logement en France par ce moyen, soit un nombre de personnes plus importantes qu'actuellement. Ces luttes ont marqué principalement la région de Marseille et étaient menées par des immigrés, surtout Italiens. Déjà à l'époque l'Eglise catholique s'était impliquée localement en faveur des squatters. [1]

Mais aujourd'hui l'intensité du problème urbain vient de ce que les jeunes travailleurs ne trouvent que dans la ville le lieu d'une coopération que leurs modes d'inscription dans le travail rend socialement précaire. La majorité des embauches se font dans le cadre de contrats à durée déterminée ; il ne s'agit plus d'entrer dans une entreprise mais d'effectuer un travail limité. Les périodes de travail alternent avec les périodes de non travail. La pluriactivité devient la règle. On assiste à une dispersion des travailleurs en une multiplicité de statuts et de lieux, peu favorable au mode d'organisation syndical traditionnel. Le milieu de référence de chacun ne peut être que le quartier ou la ville, le lieu du non travail, dans lequel l'emploi n'est qu'une composante parmi d'autres. [2]

La ville est l'espace d'une coopération qui mobilise divers types d'affinités : celles fondées sur la fréquentation d'un même établissement scolaire, ou sur des origines ethniques communes, ou sur la pratique d'un même sport, ou sur l'appartenance à un groupe de musique, ou sur d'autres traits de singularité. Plus les affinités se font électives et plus l'espace de la grande ville est nécessaire pour les mettre en oeuvre. Le jeune travailleur urbain est qualifié par ses loisirs, par ses goûts, par ses appartenances, par ses fréquentations, plus encore que par ses diplômes ou sa formation professionnelle. Son lieu d'habitat le signe tout particulièrement, et de ce point de vue les jeunes travailleurs, ou chômeurs, sont très inégaux. [3]

La qualification urbaine du travail rend les formes de luttes différentes. Il s'agit plutôt de défendre un mode de vie qu'un niveau de rémunération, d'autant que celui-ci est devenu tellement individualisé qu'il est difficilement partageable. L'environnement non plus n'est pas le même pour tous. La différenciation de l'espace urbain est encore plus segmentaire que les catégories du travail. Elle établit un continuum de différences bordé à l'un des extrêmes par les villas aristocratiques des bourgeoisies nouvelles ou anciennes et à l'autre par l'habitat stigmatisé des étrangers. Le racisme hante la métropole contemporaine, dont il constitue la borne la plus repérable. [4]

L'habitat social est lui même gangrené par cette dualisation qui saisit tout l'espace habitable. On construit pour les classes moyennes et on héberge les pauvres à grands renforts d'aides financières. Les uns ont droit à un logement durable et à un espace privé ; les autres voient leurs droits perpétuellement contestés. Plus rien n'est accessible à la pensée que divisé en deux, arraché à la subjectivité en lutte et à la singularité, aplati en espace de débat à la recherche d'un consensus mou. Des familles ont été expulsées de leur logement, ou vivent dans des conditions misérables et demandent à accéder à un habitat normal. Leurs demandes ne seront satisfaites que si elles se situent dans le profil moyen, si elles acceptent de se régulariser ; sinon il sera jugé normal par quasiment tout le monde qu'elles bénéficient de conditions de vie inférieures, et les travailleurs sociaux seront chargés de faire avaler cette pilule idéologique, et matérielle, aux « bénéficiaires » des aides sociales. [5]

C'est tout l'ancien modèle de luttes fondé sur l'opposition entre la classe ouvrière et les représentants de ses exploités qui a volé en éclat avec la dispersion des lieux de la production et surtout des lieux d'habitat. La proximité domicile-travail qui régissait les plans d'urbanisme a été abandonnée au profit de la mobilité motorisée au sein d'un grand bassin d'habitat, où la propriété de la maison individuelle, accompagnée de la jouissance de l'automobile, garantirait l'autonomie. La dépendance à l'égard de la banque qui veille au remboursement mensualisé des emprunts, est une entrave encore plus importante au développement des luttes que la dispersion géographique.

Cette nouvelle société urbaine prend les classes moyennes pour référence plutôt que la classe ouvrière dont les niveaux de rémunération ne permettent pas des plans de remboursement fiables. La solidarité collective dans les gestes de la vie quotidienne n'est donc plus qu'un souvenir, car dans ces couches sociales on a les moyens de s'acheter des services à la personne, pour lesquels les aides fiscales sont d'ailleurs importantes. Les valeurs de référence et les formes de lutte ne sont plus les mêmes. Ce qui est collectivisé, c'est l'attachement à la propriété à partir duquel se constituent ces quartiers périphériques et qu'on nomme pompeusement du nom de patrimoine, pour en faire des *ersatz* misérables des monuments de centre ville. Ce qui est mis en avant par chacun, et ce souvent comme un signe de promotion par rapport à l'ancienne classe ouvrière dont beaucoup sont issus depuis la génération précédente, c'est la qualification technique ou commerciale et le statut professionnel qui autorisent des coups de main entre voisins sans fonder de nouvelles formes de solidarité collective. Les stratégies mises en oeuvre pour inscrire les enfants dans des écoles plus distinguées que les quartiers de résidence sont particulièrement révélatrices du caractère individualisé et compétitif de ces nouveaux espaces de vie. [6]

La mobilisation des couples dans le paiement de la maison ou de l'appartement, la mise au travail généralisée des femmes et leur exploitation par des salaires inférieurs à ceux des hommes mais obligatoires pour payer les traites, s'accompagnent de la socialisation ou de la marchandisation d'un grand nombre de services urbains, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé, et de tous les services à la personne. L'extension des agglomérations du fait de la périurbanisation entraîne par ailleurs le développement des services de transports. Le bon fonctionnement d'une agglomération implique aujourd'hui l'existence d'un ensemble de services urbains qui sont tout particulièrement matière à options, et à luttes urbaines le cas échéant. Le premier problème est celui des conditions d'accès : pour tous ou avec des conditions de ressources ? Avec quelles formes de solidarité ? La tradition française était que ces questions soient résolues à un niveau national, avec l'avis de quelques structures confédérales, syndicats ou associations de consommateurs. Le problème relevait alors de la solidarité nationale, des grandes formes de redistribution sociale. Après la décentralisation, et compte tenu des partages de compétences territorialement étagés qu'elle institue, le débat sur la qualité de ces services se généralise. L'amélioration du niveau de formation de la population fait qu'il peut d'ailleurs exister au niveau le plus local ; le service n'est plus rendu à la population mais coproduit avec elle [7]. Cette révolution dans les services urbains, souhaitée par les chercheurs chargés de leur évaluation, est loin d'être mise en oeuvre dans les faits. Accroît-elle l'autonomie ou approfondit-elle l'assujettissement ? Difficile à dire a priori. Seul le mouvement peut trancher. [8]

Cependant tous les citoyens ne sont pas aptes à participer à cette coproduction, ni même à accéder à des services pour lesquels une participation est demandée. La sophistication de la société actuelle et l'exploitation marchande d'une part croissante des moments de vie, laissent hors jeu des habitants qui n'acceptent pas les formes nouvelles d'exploitation de la vie quotidienne. L'exclusion est souvent liée à une différence culturelle qu'elle soit refus de la modernisation ou origine différente. Du moins apparaît-elle ainsi dès lors que les exclus sont confrontés au problème de leur réinsertion. L'approche de l'exclusion, c'est à dire pratiquement de l'absence de revenus qui permettent l'accès à tous les services urbains et, derrière cette absence de revenus, de l'impossibilité de travailler quelle qu'en soit la cause, mobilise dans les classes moyennes l'affect humanitaire, soit la conscience de l'écart entre l'homme dénué par sa misère et l'homme social normal. Mais ce dernier n'est jamais que le précédent complété des prothèses du revenu et du travail. D'où la radicalité de la revendication qui prend le besoin de l'exclu comme base, dès lors que l'homme normal la formule. Représentation ou coopération ? Là encore il y a matière à option, choix de l'insertion ou de la lutte. A partir de la lutte peuvent se contracter des alliances ; l'homme démuné se trouve pris dans une longue chaîne de solidarités qui peuvent modifier les énoncés politiques. C'est ce qui vient de se passer en France à propos des sans papiers. Cette solidarité se manifeste dans l'espace public, d'abord par son occupation collective le temps de la revendication, puis par l'intégration en cas de victoire.

La production croissante d'êtres humains vivant en dessous des normes de consommation courante semble accompagner la mondialisation de l'économie. Elle s'accompagne d'une mise à la périphérie de l'espace urbain qui, lorsqu'elle se tend à l'extrême se traduit par une revendication de centralité. C'est la problématique des sans terre que l'on rencontre par exemple au Brésil : les ouvriers agricoles ne trouvent plus à s'embaucher dans les latifundias mécanisées et « montent » jusqu'à la capitale, Brasilia, en marchant des centaines de kilomètres, pour occuper l'espace public central et obtenir des terres à cultiver. La lutte rurale utilise l'espace urbain comme scène de sa résolution. En France, les « sans », sans papiers, sans logis, sans travail et sans rien, ont émergé pendant les événements de novembre décembre 1995 et ont reçu les soutiens des organisations politiques et syndicales en lutte pour le service public. Ils ont donc participé directement à la production d'un nouvel espace public alliant les travailleurs normalisés aux démunés [9]. Alors que la classe ouvrière a conquis ses propres espaces urbains à la périphérie des espaces urbains centraux, et que ces derniers n'étaient investis par elle que les jours de

manifestation sur le mode de la provocation et de la fête [10], les sans se glissent dans les interstices de l'espace urbain central pour témoigner de leur droit à y habiter comme tout le monde. Ils mettent en oeuvre la mixité sociale que la technocratie propose comme un objectif désirable et inatteignable, et sapent à la base la volonté politique pédagogique de démontrer l'impossibilité de lutter contre la ségrégation.

Comme le soulignait Michaël Hardt dans une séance du séminaire de Toni Negri au Collège international de philosophie, l'étincelle n'a pas mis le feu à la plaine, le mouvement de novembre-décembre 1995 ne s'est pas propagé dans le monde entier, même si sa capacité à mettre en forme un nouvel espace public a intéressé partout. La plaine semble ignifugée, bétonnée physiquement (on a mis du macadam après mai 1968 pour empêcher le retour des barricades) et socialement par le cloisonnement catégoriel dans le travail ou l'isolement policé dans le logement. Du fait de la prégnance des médias sur l'espace public quotidien, la communication ne se fait plus horizontalement par la simple conversation comme les jours de grève dans les voitures qui emmènent au travail ou ailleurs. La communication passe par les structures de pouvoir, par toutes les formes de médiation, l'image télévisuelle, mais aussi les associations et syndicats dans leurs formes représentatives. Elle est en fait captée et ne redescend plus, n'informe pas au delà des corps qui ont constitué la première information. D'où cette impression, et cette réalité, de non communication évoquée par Michael Hardt.

Ces corps constitués ce sont les différentes corporations dont est faite la société dans sa segmentation professionnelle et associative, mais aussi les ménages et les individus eux-mêmes en tant qu'ils sont isolés les uns les autres et assujettis à la banque et à la police par la propriété, la nationalité, l'endettement, et toutes les divisions sociales individualisantes avec lesquelles ils composent leurs identités.

Le pouvoir contemporain règne en effet sur la vie tout entière, qu'il analyse le plus complètement possible pour mettre en place en face de chaque facette un appareil de capture bien adapté [11]. Malgré cette minutie, et ce progrès toujours croissant, de grandes failles apparaissent encore, comme cette « fracture sociale » qu'on cherche à résoudre actuellement. Faut-il voir dans l'accumulation des plans sociaux et des licenciements, dans la montée du chômage, la « fin du travail » ou au contraire une transition, et un refus des moins modernes d'entre nous, vers une mise au travail généralisé de l'ensemble de la vie quotidienne, dont tous les instants seraient en fait mobilisés en vue d'effectuations réalisées dans des temps très limités ? Suivant la réponse qu'on donne à cette question, les réponses à chercher pour résoudre la crise sont fort différentes. Soit on croit la quantité de travail disponible limitée, et on se met à gérer le travail comme une ressource rare, en oubliant qu'on nous a appris que le travail était l'énergie humaine elle-même, dont le capitalisme n'avait jamais capté qu'une partie. Soit on cherche au contraire à s'approprier les produits du travail social réalisable, et on essaie d'engager de nouvelles formes de coopération avec les autres pour les mettre en oeuvre de nouvelles formes de communication sociale, en utilisant précisément le temps apparemment vide qui se déroule dans la ville ; avec le risque d'une confrontation plus ou moins rapide et radicale avec les maîtres des moyens de production. L'histoire montre qu'il est important de rester dans l'ambiguïté le plus longtemps possible et de ne pas retourner contre la répression une violence qui confine à la bêtise. Inventer des formes d'action intelligente utilisant la transversalité de la ville et son public est très difficile ; la tendance est facilement de mettre les nouveaux contenus dans des formes anciennes, avec l'absence d'efficacité qu'on connaît.

L'invention de ces nouvelles formes de production passe par une nouvelle alliance entre travailleurs intellectuels, concepteurs de la production et exécutants, qui tiennent compte des difficultés propres à ces derniers en même temps que de leurs propositions d'innovations. Dès ce stade de nouvelles formes de communications au sein des entreprises, des lieux de travail ou de la ville sont nécessaires à mettre en place. Les formes de coopération entre intellectuels et employés ne doivent pas relever du service des premiers envers les seconds, comme on l'a vu par le passé dans le maoïsme à la française, car dans cet assujettissement les positions imaginaires des uns et des autres dans le processus de production sont conservées, et le militantisme, fondé sur un vague sentiment de culpabilité, reste bien fragile [12]. La ségrégation qui est dénoncée en théorie est en fait maintenue en pratique, notamment par rapport à la position des étrangers dans l'espace urbain et dans les services quotidiens. La question est donc celle de la production collective d'une nouvelle urbanité à partir du vécu commun des services urbains, par les usagers et par ceux qui y travaillent. Cette nouvelle urbanité s'investirait de là dans la production économique générale grâce aux modèles d'innovation et aux nouvelles formes de coopération développées dans le travail de service. C'est la problématique qu'avaient commencé de défricher Félix Guattari et les chercheurs du CERFI [13].

Si ces nouvelles pratiques prenaient une certaine extension, le centre de l'espace public qu'elles dessineraient ne serait plus unique comme il l'est pratiquement à l'heure actuelle. Une pluralité de centres et d'enjeux apparaîtraient, utilisant les espaces produits par l'histoire urbaine. Il serait alors nécessaire d'exercer une certaine

vigilance par rapport à la possibilité que ces enjeux apparaissent trop loin des anciens centres et conduisent à une ville éclatée et fragmentée, resédimentée sur les anciens corporatismes qu'on voulait déplacer. Ce risque existerait notamment si on ne voyait dans les luttes urbaines qu'une tension entre déterritorialisation et reterritorialisation, dont les seuls enjeux concerneraient l'identité des groupes en présence, et non principalement les formes de coopération et de travail, les « agencements collectif d'énonciation » et de vie, pour reprendre la formulation de Félix Guattari [14].

Le territoire que cherchent à produire les luttes urbaines ne se limite pas en effet à une recomposition spatiale des identités sociales. En capturant les compétences sociales et techniques formées par le mode de production antérieur et en les mettant en circulation le plus largement possible dans l'espace urbain par de nouvelles formes de communication, issues de la généralisation des formes imaginées dans les entreprises, il s'agit de former de nouvelles identités qui donneront lieu à de nouvelles lignes de déterritorialisation et à de nouveaux récits historiques [15].

De nouveaux rêves collectifs apparaîtront.

[1] cf. CSCV : 1952-1992, Quarante ans d'action par les consommateurs, disponible à la CSCV, 15 place d'Aligre 75 012 PARIS et Christian Bachman et Nicole Le Guennec, Violences urbaines, Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville, Albin Michel, 1996.

[2] Cesar Centi et Priscilla de Roo, article à paraître dans les Annales de la Recherche urbaine n°76.

[3] cf. les travaux de Antonella Corsani, Maurizio Lazzarato, Yann Moulier et Toni Negri sur le bassin de travail immatériel, notamment l'ouvrage paru chez L'Harmattan en 1996 ainsi que l'ouvrage collectif Les nouveaux réseaux productifs paru aux Editions de l'Université de Toulouse Le Mirail sous la direction d'Evelyne Perrin et Michel Péraldi

[4] cf. les travaux de Michel Wieviorka et de l'équipe du CADIS sur la région Ile de France, de Dominique Duprez et de l'IFRESI pour la région Nord Pas de Calais.

[5] cf. conversation préparatoire à cet article avec François Rosso de la CSCV.

[6] cf ; le numéro 75 de la revue Les Annales de la Recherche urbaine, « L'école dans la ville », juin 1997.

[7] cf. les travaux de Michel Conan, du Centre scientifique et technique du bâtiment, et les travaux du Secrétariat permanent du Plan urbain et de la RATP, dirigés par Isaac Joseph et Patrice Aubertel parus dans Les Annales de la Recherche urbaine, n°71 Gares en mouvements et surtout dans l'ouvrage Les métiers du public, publié par le CNRS en 1995, et coordonné par Gilles Jeannot et Isaac Joseph.

[8] cf. conversation avec François Rosso, CSCV.

[9] cf. conversation préparatoire à cet article avec Toni Negri

[10] cf. article d'Isabelle Sommier dans le n°54 des Annales de la Recherche urbaine, « Violences dans les villes », 1992.

[11] cf les réflexions de Michel Foucault sur le biopouvoir dans Dits et Ecrits, textes rassemblés par Daniel Defert et François Ewald, Gallimard, Bibliothèque des idées, 4 volumes, 1994.

[12] cf François Fourquet, « L'idéal historique », Recherches n°14, 1973.

[13] cf. la collection de la revue Recherches de 1965 à 1980, partiellement disponible aux éditions Recherches, 17 impasse Mousset, 75 012 Paris

[14] cf Félix Guattari, La révolution moléculaire, aux éditions La Découverte, et L'inconscient machinique aux éditions Recherches ainsi que Christian Marazzi, La place des chaussettes, Le tournant linguistique dans l'économie et ses conséquences politiques, aux éditions de l'Eclat, 1997

[15] cf. sur les appareils de capture et les machines de guerre, Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux*, éditions de Minuit, 1980.

